

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE (S.F.I.O.) (Anc. Ligue Communiste)

ABONNEMENTS : France . . . . 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.  
Etranger . . . . 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.  
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois :  
5 francs  
Paraît le vendredi

Tardieu fait appel « aux forces morales »...

Il est temps de former la Milice du Peuple !

## Notre 3<sup>e</sup> Conférence Nationale

Notre troisième Conférence Nationale clôture une décennie de lutte du noyau révolutionnaire des bolcheviks-léninistes français. Dès 1924, une poignée de militants du P. C. F. réagit contre les premiers signes de la politique stalinienne de révision du léninisme caractérisés par l'offensive anti-trotskyste dans le Parti Communiste Russe, puis dans l'Internationale Communiste toute entière. Des noyaux « oppositionnels » se formèrent ; sans liens internationaux, isolés de la puissante réserve de force constituée par l'opposition russe, subissant les tares d'une section à peine libérée à Tours de l'emprise opportuniste et social-patriote, ces noyaux subirent de multiples crises, tribut d'une sélection doctrinale.

### FONDATION DE « LA VÉRITÉ » ET LUTTE POUR LA RÉFORME DE L'I.C.

1929 retrouva à peine une douzaine de militants français pour fonder « La Vérité ». L'odieuse expulsion d'U. R. S. S. de L. Trotsky, priva l'opposition russe de son guide, mais permit à ses forces, d'être plus activement au service de la Révolution mondiale.

Dès cette date, le but de notre noyau, était « lutter contre la dégénérescence du mouvement révolutionnaire », notre moyen « réforme de l'Internationale Communiste », qui était, malgré l'accumulation de fautes stalinienne, l'avant-garde des forces révolutionnaires du prolétariat.

### LA DÉGÉNÉRESCENCE DE L'I.C. LA DÉFAITE ALLEMANDE

La dégénérescence de L. I. C. s'accéléra, caractérisée par une multitude d'oscillations et un régime bureaucratique-hiérarchique. L'aboutissement fut la défaite allemande ; le degré d'importance de cette défaite qui pèse par ses conséquences sur tout le mouvement ouvrier, le fait que les fautes ayant provoqué la défaite, furent approuvées sans débat dans aucune section, enlevait toute chance à une perspective de réforme. Comme Parti révolutionnaire du prolétariat la 3<sup>e</sup> Internationale ne pouvait plus jouer son rôle propulseur, elle avait vécu, comme en 1914, la 2<sup>e</sup> Internationale.

### NOTRE BILAN DE CETTE PÉRIODE

Dans notre lutte pour la réforme de l'I.C. nous avons, pas à pas, formé sur le plan international une organisation forte actuellement de plus de 25 sections sur tous les continents, unifiées sur une plate-forme programmatique et principielle commune, ayant en chaque pays, une presse, des cadres. Par cette voie se reconstituait le capital politique du prolétariat mondial.

### VERS LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Les bases théoriques d'une nouvelle internationale furent jetées, la propagande pour la IV<sup>e</sup> Internationale, commença en septembre 1933, des tentatives de travail commun faites avec les formations ayant été exclus ou ayant quitté la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Internationale, des résultats sérieux furent acquis, le courant pour une IV<sup>e</sup> Internationale progresse dans le monde. Le cri de haine farouche de la bourgeoisie mondiale contre L. Trotsky, lors de la mesure d'expulsion en avril 1934, est digne de l'accueil de la bourgeoisie, lors de la fondation de la 1<sup>re</sup> Internationale !

La 3<sup>e</sup> Internationale fut engendrée dans les circonstances gigantesques d'une révolution prolétarienne victorieuse. La 4<sup>e</sup> Internationale trouve sa raison d'être dans les circonstances dramatiques de la dégénérescence de cette révolution. Rude fut la tâche de Lénine en 1914, luttant contre un courant torrentiel de chauvinisme, pour la 3<sup>e</sup> Internationale ; rude est notre tâche dans le marais centrisme. Les défaites ont été subies par la masse et ont créé un reflux de la notion d'internationalisme, plus impérieuse est la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale ! Face à la menace d'une guerre impérialiste, à la montée fasciste, notre 3<sup>e</sup> Conférence Nationale fait de cette lutte, l'axe de notre activité.

### POUR UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE UNIQUE !

Edifier une internationale révolutionnaire, signifie sur le plan national, lutter pour un parti révolutionnaire. Une tâche urgente en France où la bourgeoisie au pouvoir du fascisme, aurait pour conséquence, de faire disparaître pour toute une période une perspective de révolution socialiste en Europe, où au contraire, la montée révolutionnaire ferait craquer le fascisme en Italie et en Allemagne, et permettrait un nouveau développement de la Révolution mondiale.

## Pourquoi nous adhérons à la S.F.I.O.

### DECLARATION

Dans la 3<sup>e</sup> Conférence Nationale de la Ligue Communiste, les bolcheviks-léninistes de France ont, par l'examen de la situation politique française et internationale et de l'état du mouvement ouvrier, réaffirmé leur conviction que le programme et les méthodes du léninisme qui furent à la base de leur action sont plus nécessaires que jamais au prolétariat pour résister au fascisme, abattre le régime capitaliste et marcher vers la société socialiste.

Les bolcheviks-léninistes constatent que, depuis les événements de février, les deux grandes formations se réclamant de la classe ouvrière ont accepté le mot d'ordre du front unique, par lequel nous luttons depuis des années, sans lui donner d'ailleurs le contenu actif qu'impose la menace réactionnaire. Toutefois un regroupement radical et profond de la classe ouvrière en France a commencé, la délimitation politique s'opérant au travers d'un processus d'unification. Les bolcheviks-léninistes veulent prendre la part la plus large dans ce regroupement vers un seul parti révolutionnaire du prolétariat qui ne peut s'opérer que dans l'action, dans l'élaboration et la critique de l'action.

Dans les conditions présentes, continuer comme petit groupement indépendant ne permettrait pas de jouer notre rôle avec l'efficacité que réclame la gravité de la situation. C'est pourquoi nous avons décidé d'entrer, tels que nous sommes, avec notre programme et nos idées, dans le parti socialiste. Dans les rangs des sections du parti socialiste, côte à côte avec ses travailleurs révolutionnaires, avec la classe ouvrière de France, nous voulons dans le combat commun contre la bourgeoisie, ELABORER AVEC EUX LES MEILLEURS MOYENS, LA MEILLEURE METHODE POUR SE LIBERER DES CHAINES DU CAPITALISME.

Les bolcheviks-léninistes, en entrant dans les rangs du parti socialiste, ne demandent que le droit de participer à son action, celui de défendre, à l'égal de toute autre tendance, les idées qu'ils se sont forgées dans des années de lutte ; ils s'engagent à être disciplinés dans l'action révolutionnaire.

Les bolcheviks-léninistes demandent à tous leurs sympathisants de transformer leur sympathie en adhésion, en s'associant à ce pas décisif.

Camarades, joignez-vous à nous dans les rangs du parti socialiste pour la lutte révolutionnaire du prolétariat ! Sans renoncer à notre passé et à nos idées, mais aussi sans arrières-pensées quelconques de cercle, en disant ce qui est, il faut entrer dans le parti socialiste : nullement pour des exhibitions, nullement pour des expériences, nullement pour un sérieux travail révolutionnaire sous le drapeau du marxisme.

Face à la situation nouvelle créée dans le mouvement ouvrier français par le rapprochement des deux grands partis se réclamant de ses intérêts, à la perspective d'unité organique de ces partis, aux regroupements qu'une telle perspective entraînerait, notre 3<sup>e</sup> Conférence Nationale a estimé que la S. F. I. O. pouvait dans cette situation, par son état actuel d'évolution, et grâce à une délimitation politique, activement menée en ses rangs, devenir un milieu de regroupement révolutionnaire, c'est pourquoi notre 3<sup>e</sup> Conférence Nationale a décidé l'adhésion de nos membres à la S. F. I. O., sans que cela signifie à aucun titre, l'abandon de nos conceptions, le reniement de notre lutte passée qui est garantie de notre continuité.

Nous n'apportons pas nos idées comme un dogme, nous les confronterons à celles des autres tendances dans le creuset de l'action.

### DÉSAPPROBATIONS ET APPROBATIONS ÉQUIVOQUES

Cette décision de notre Conférence Nationale a suscité bien des désapprobations sourdes ou violentes. Elles viennent de nombreux camarades ayant confondu notre organisation avec un Parti Révolutionnaire, pour la constitution duquel nous n'étions qu'un moyen. Ces camarades oublient que les idées justes, n'ont de portée active que lorsqu'elles ont une base de masse, donc une force organisée, capable de jouer un rôle indépendant décisif.

Les approbations ne manquent pas, la diversité des partisans de l'« Unité organique », approuve notre entrée. Ceux qui aspirent à cette unité en donnant confusément à cette aspiration le contenu d'un Parti révolutionnaire fort, restant à créer, doivent comprendre que cette « unité » ne peut avoir ce contenu viril, que sur une base de principes révolutionnaires. Les pupistes qui se limitent à applaudir notre entrée, doivent cesser de subordonner à leur aux marchandages électoraux de leurs dirigeants. Les partisans de « l'Unité de l'eau et du feu » avec les Marquet et les Renaudel, doivent savoir qu'« aux social-traités, nous n'apporterons pas l'unité, mais la bataille » (K. Liebknecht).

Nous n'avons pas rompu avec Staline pour collaborer à la politique des Marquet ou autres ministres de rois, l'exclusion d'une partie des social-traités, créa par l'évolution qu'elle exprima, les possibilités de notre adhésion. Il nous faut aussi souligner que nous n'avons pas rompu avec l'Internationale communiste, pour laisser librement continuer (même quand ils sont exclus du Parti) leur besogne de révision du léninisme à ceux qui furent les lieutenants de Staline, nous avons sauté l'évolution du Rayon de Saint-Denis, dans toute la mesure où elle fut progressive, nous mènerons une lutte de tendance ferme contre toute dégénérescence anti-léniniste. Militants socialistes, nous nous sommes refusés à « l'infiltration » dans la S. F. I. O. par tous les moyens « préconisée dans notre organisation par quelques militants qui ne sont plus des nôtres. Nous pensons que le Parti Socialiste peut jouer un rôle important pour le regroupement des forces révolutionnaires en France et leur action, à cette tâche, nous venons apporter toute notre activité.

Vous pouvez compter sur elle comme sur notre discipline révolutionnaire !

## Le prochain numéro de LA VÉRITÉ S.F.I.O. et S.F.I.C.

Nous ne publions en septembre que ce numéro. A partir de la première semaine d'octobre, La Vérité reparaitra tous les semaines.

### REGION PARISIENNE

CONVOCAION : Tous les membres de la tendance, jeunes et adultes, doivent assister à l'Assemblée générale,

Lundi 17, à 20 h. 30

Même lieu que précédente réunion, pour ceux qui n'étaient pas présents, indication au siège. Présence obligatoire.



Nous avons reçu d'un groupe de jeunes soldats, la lettre suivante que nous publions, elle se suffit à elle-même, nous ne la commenterons pas.

Camarades, Nous estimons que le texte de l'accord propagandiste, qui avons pris l'initiative de faire une collecte pour aider le Parti Communiste à lutter contre la guerre et le fascisme, ayant pris connaissance de l'article « Nouvelle canaille anti-soviétique commise par les trotskistes belges », en sommes profondément indignés.

Nous, estimons que le texte de l'accord proposé comme base du front uni entre les Jeunesses Communistes et les Jeunesses « trotskistes » belges est juste.

Nous ne voyons pas du tout en quoi consiste « le caractère antisoviétique de cette canaille ». C'est plutôt la lecture de l'article qui donne l'impression que vous mettez sur le même plan l'U.R.S.S. et les pays capitalistes.

Nous avons d'ailleurs toujours considéré la campagne de « l'Huma » en faveur de l'expulsion de Trotsky comme contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Hier c'était le « zéro politique » (une raison de plus pour le défendre !), Trotsky, qui a été expulsé de notre pays sans que le Parti communiste réagisse contre une telle violation du droit d'asile. Aujourd'hui ce sont des centaines d'ouvriers qui sont rejoints. La réaction tape en premier lieu sur les ouvriers les plus avancés, sur les gens par qui elle se sent le plus menacée, cette vérité combien de fois nous la lisons sur les pages de « l'Huma », seulement quand il s'agit de Trotsky ce n'est plus une vérité sous prétexte que la bourgeoisie « gonfle » Trotsky et se prépare à « l'utiliser avec éclat ». Combien ce prétexte nous semble tiré par les cheveux et mensonger ! Nous protestons contre les déformations des idées de Trotsky que pratique « l'Huma ». Voir par exemple l'article paru dans « l'Huma » il y a quelques semaines sur Thaelmann. Nous osons penser que si Thaelmann avait suivi à temps la tactique de front unique préconisée depuis longtemps par Trotsky il ne serait maintenant dans la geôle fasciste et que la situation en Allemagne aurait été tout autre.

Nous estimons qu'en invitant la Jeunesse Communiste belge à rompre l'accord avec les Jeunesses « Trotskistes » (2) vous commettez précisément l'acte de volonté criminelle de rompre le front unique de lutte contre le fascisme et la guerre. Et cela nous indignent, nous soldats antifascistes, qui avons entrepris la lutte parmi les copains pour nous aider dans cette lutte.

Vive la lutte contre le fascisme et la guerre !  
Vive l'action commune en faveur de toutes les victimes de la réaction capitaliste !  
Vive la Révolution Mondiale !

UN GROUPE DE SOLDATS.  
P. S. — C'est la copie de la lettre qui fut envoyée à l'Huma, et non publiée.  
Ci-joint 3 francs de souscription pour la VÉRITÉ.

## LA VOIE DU DÉBOUCHÉ

### Tendances concrètes du développement de la Social-Démocratie

Le Parti socialiste en France, écrivions-nous dans notre précédent article\*, se développe dans une direction opposée au développement de l'Etat, tandis qu'au parlementarisme s'est substitué le bonapartisme qui représente une étape instable sur la voie du fascisme, la social-démocratie va, au contraire, vers un conflit mortel avec le fascisme. Cependant, peut-on donner à cette manière de voir, qui a actuellement une énorme importance pour la politique française, une signification absolue et, partant, internationale ?

Non, la vérité est toujours concrète. Quand nous parlons des voies divergentes du développement de la social-démocratie et de l'Etat bourgeois dans les conditions de la crise sociale actuelle, nous n'avons en vue que la tendance générale du développement et non un processus uniforme et automatique quelconque. Pour nous, la solution de la question politique dépend du degré de réalisation effective de la tendance elle-même. On peut aussi avancer le théorème contraire qui, il faut l'espérer, ne rencontrera pas d'objection parmi nous, savoir : la destinée du prolétariat dépend, à notre époque, en grande mesure de la manière résolue avec laquelle la social-démocratie réussira, dans le court délai qui lui est imparti par la marche du développement, à rompre avec l'Etat bourgeois, à se transmuter et à se préparer à la lutte décisive contre le fascisme. Le fait même que la destinée du prolétariat puisse dépendre ainsi de la destinée de la social-démocratie est la conséquence de la faillite de l'I.C. en tant que parti dirigeant du prolétariat international, et aussi de l'acuité exceptionnelle de la lutte de classes.

### Comment se réalise concrètement la tendance du centrisme à la radicalisation

Le tendance du centrisme à supplanter le réformisme, de même que la tendance à la radicalisation du centrisme, ne peuvent manquer de posséder un caractère international corrélatif à la crise mondiale du capitalisme et de l'Etat démocratique. Mais d'une importance décisive pour les déductions pratiques et surtout organisationnelles est la question de savoir comment cette tendance se réfracte à l'étape donnée du développement — dans le parti social-démocrate d'un pays donné. La ligne générale du développement définie par nous doit nullement guider notre analyse, mais elle ne doit nullement en faire présager les déductions.

Le C. C.

(Voir suite page 6)

## Les clans bourgeois choisissent entre l'inflation et la déflation

### Au front unique électoraliste du P.C. et du P.S., substituons une politique de combat :

### LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR RENSERVER DOUMEGUE !

### Des milices antifascistes partout !

Après avoir pris leurs vacances, les capitalistes et les hommes politiques à leur service recommencent à se préoccuper des graves problèmes qui conditionnent la situation politique en France. Les statistiques montrent qu'aucune des branches de l'économie française ne s'est relevée ; dans les meilleurs des cas, c'est la stagnation.

Et qui plus est, l'avenir sur la voie actuellement suivie ne présente aucune perspective d'amélioration.

Comment parvenir à s'en tirer, se demandent tous les clans de la bourgeoisie. Il y a ceux qui préconisent de maintenir la politique de déflation, de l'accentuer et, pour pouvoir le faire plus commodément, de procéder à une « réforme de l'Etat » qui accorde à l'Exécutif des droits et des moyens de coercition plus étendus. D'autres, dont Paul Reynaud est le porte-parole, s'ils ne font aucune difficulté quant à la réforme de l'Etat, pensent que la politique déflationniste a donné le maximum, qu'il ne sera pas possible de la poursuivre sans gros dangers et, par conséquent, qu'il n'y a pas à hésiter à suivre une politique différenciée.

P. Reynaud, condamne aussi l'inflation mais se déclare partisan d'une « dévaluation monétaire ». Cela veut dire qu'un lieu de faire fonctionner la planche à billets dans la mesure des nécessités, la valeur du franc s'abaisse, on commencerait par fixer un nouveau taux inférieur du franc et la Banque de France pourrait émettre du papier sans risquer de crever le plafond qui aurait artificiellement été surélevé. Entre la dévaluation monétaire et l'inflation, il n'y a qu'une différence de mots.

Le rapport des forces au sein de la bourgeoisie entre inflationnistes et déflationnistes, n'apparaît pas très clairement. Il est bien vrai que, dans l'ensemble, Reynaud a mauvaise presse, que la politique qu'il préconise a été condamnée par Duchemin, Président de la Confédération générale du patronat français ; mais il est non moins certain que Reynaud et son compère Tardieu sont des hommes-liges de puissants groupes capitalistes. Ils poursuivent aujourd'hui une lutte parlementaire au sein de leur classe ; rien ne permet de penser qu'ils n'hésiteront pas demain à déterminer les courants hésitants, oscillants en les plaçant devant un fait accompli grâce à un nouveau coup de force sur le pouvoir. Des indices permettent d'envisager cette hypothèse d'une manière sérieuse : la presse réactionnaire a recommencé à propos de l'affaire Prince, une campagne d'excitation où Chéron sert personnellement d'objectif, mais qui rappelle la campagne contre les « voleurs » qui précéda le 6 février ; d'autre part, un conflit peu clair vient de surgir entre le gouvernement et les Croix de Feu, et ces derniers brandissent des menaces pour l'avenir.

En un mot, si nous n'avons que quelques points qui ne permettent pas de déterminer d'une manière précise, toute la courbe du développement, s'il est vraisemblable que les élections cantonales qui permettront, sans agitation dans la région parisienne, de connaître la température de la province, se dérouleront dans une atmosphère calme, tout oblige à mettre le cap vers une nouvelle période de haute tension politique. Ajoutons que les problèmes de la politique extérieure, peuvent, plus brutalement encore que les problèmes de la politique intérieure, entraîner des regroupements rapides au sein de la bourgeoisie, en vue d'une nouvelle orientation et ces regroupements pourraient facilement être appuyés par des mouvements de masse, des manifestations de rues. Le danger de guerre pourrait être exploité pour déclencher des courants nationalistes chauvins, bien plus violents que les courants contre les « voleurs » ou contre « la mafia ».

Il faut s'aligner, s'organiser en vue de nouvelles semaines de février. Les deux grands partis qui dirigent la classe ouvrière en sont fort loin. Nous n'avons lu dans le Populaire, comme dans l'Humanité, aucun article sérieux envisageant les perspectives des différents clans bourgeois. Du passé, aucune leçon n'est tirée, si ce n'est que Blum

(Voir suite page 2)

# LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

A propos de la déclaration  
SPAANK-ZYROMSKI-ALTER-PIVERT

## RÉFORME DE LA 2<sup>e</sup> OU 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE ?

La faillite de la social-démocratie allemande, et du parti stalinien, renforcée par l'écrasement de l'austro-marxisme, non seulement accusa le développement des mouvements centrés détachés des deux internationales, mais encore, fut à la base de forts courants centrés à l'intérieur de la II<sup>e</sup> internationale (France, Belgique, Espagne, Autriche, Etats-Unis, etc.).

La déclaration de la gauche internationale publiée dans la « Bataille Socialiste » de juillet-août 34, est la première tentative faite, après la note de la conférence internationale de 33, en vue d'une action commune des courants de gauche évoluant à l'intérieur de la II<sup>e</sup>.

Si l'on rapproche de cette déclaration, le conflit qui vient d'éclater à la dernière réunion de l'Exécutif de l'I. S. J., au sujet du front unique, on constate les premiers caractères d'une crise aiguë à l'intérieur de l'I.O.S. Les faillites successives de tous les aspects du réformisme (parlementaire, syndical, municipal), le tournant de 180° exécuté par Moscou, ont leurs conséquences inévitables sur le plan international. Il est bien évident que la crise faite de regroupements successifs, qui se développe en France a, et aura de plus en plus, des répercussions profondes sur le plan international. En Belgique, en Espagne, aux Etats-Unis, des conflits entre les tendances centrées et des majorités de réformistes avoués, dès maintenant s'accroissent rapidement. La dernière décision du Conseil général du P. O. B. (la qualité de collaborateur à l'action socialiste, reconnue comme incompatible avec la qualité de membre du P. O. B.), donne sa pleine signification à la crise belge.

C'est comme insérée dans cette lutte qu'il faut étudier la déclaration de la gauche internationale. En opposition à tous les droitières voilés ou non, elle pose nettement le problème actuel : dictature fasciste ou dictature prolétarienne ? Le réformisme n'a qu'un progrès considérable dans l'analyse politique donnée par la gauche. Elle rejette enfin l'argument usé à tous les coups, traîné sur toutes les routes par les opportunistes « il suffit de faire de grands rassemblements, d'avoir de grandes masses pour conquérir le pouvoir », argument de boutiquiers électoralistes, affolés devant la pression révolutionnaire des masses. Elle le repousse en affirmant nettement d'une part, que le fascisme n'a jamais conquis le pouvoir, mais que la bourgeoisie le lui a donné, d'autre part en affirmant la nécessité de la violence. Il est nécessaire que les camarades de la gauche précisent ce point et se prononcent en particulier sur la question des soviets, question absolument capitale dans notre période.

Mais la déclaration paraît dangereusement liée à la politique opportuniste et droitière sur toute une série de points. Elle ne dit pas un mot sur la défense nationale. Il est impossible à l'heure actuelle, de construire un mouvement révolutionnaire sans condamner clairement la défense nationale et à travers elle, la seconde internationale, comme le représentant typique de cette politique de trahison. Et sur ce second point encore la déclaration apparaît comme liée aux droitières. Elle se prononce pour une réforme de l'Internationale et sous-entend une collaboration avec la droite réformiste. C'est le noeud qui lie étroitement encore ce mouvement de gauche, non seulement aux laquais du roi et de la bourgeoisie comme Vandervelde, mais au travers d'eux, à la bourgeoisie elle-même. Il faudra que la gauche se délimite nettement d'une telle politique sous peine d'être entraînée irrémédiablement dans la faillite avec les opportunistes de tout poil. Il faut se prononcer sur la banqueroute complète de la II<sup>e</sup>, en 14. Seul, l'écrasement de la révolution en Allemagne, en Autriche, immédiatement après la guerre, a donné à l'Internationale de Vandervelde, la possibilité de se survivre, non plus comme parti révolutionnaire, mais comme mouvement ouvrier conservateur. Mais lorsque la bourgeoisie passa à l'offensive, les Wells et les Leipart abandonnèrent trahissement toutes les positions acquises dans le passé : sur le plan international : on court de faillite en faillite, de désastre en désastre. Sous la pression de ces événements, une politique de combat si elle ne veut pas être écrasée. Plus que jamais s'imposent les mots d'ordre que nous préconisons depuis plusieurs mois ; chaque journée qui passe sans que leur réalisation soit entreprise, marque un recul des travailleurs, une avance de l'ennemi. Il n'est que temps de renverser la vapeur. Au front unique d'inaction et à l'électoratisme, opposons les mots d'ordre de combat :

Organisons la grève générale contre le gouvernement Doumergue !  
Créons des milices antifascistes partout !  
P. FRANK.

aujourd'hui, un problème concret, qu'elle ne peut en aucune façon méconnaître. La décision du Conseil général du P. O. B. frappe directement l'Action Socialiste. C'est le dilemme posé : ou la dissolution de l'Action ou son exclusion. Ses représentants internationaux liés avec Spaak vont-ils laisser la voie libre à la droite ? Ce n'est pas simplement un problème « belge », c'est une question qui se pose devant toutes les masses ouvrières évoluant à gauche. Il faut déclencher dans le parti français, comme dans toutes les autres sections, une campagne violente contre la direction réformiste, réactionnaire du P. O. B., pour le renforcement du courant de gauche. Si les représentants de la gauche se taisent, c'est que toutes leurs déclarations ne sont que paroles et phrases. Il faut engager la lutte, et dans cette lutte, poser tous les problèmes politiques et se délimiter internationalement, par la rupture, de tous les courants soutiens de la politique « démocratique », réformiste et patriote.

Si la II<sup>e</sup>, chargée de trahison, est morte, la III<sup>e</sup> par une politique de liquidation, écrite dans une série de défaites allant de 1923 en Allemagne, en passant par le comité Anglo-Russe et l'écrasement de la révolution chinoise, à 1933, a perdu « la confiance » des masses. Après la défaite décisive de 33, le régime intérieur d'oppression bureaucratique n'a fait que s'accroître, étouffant toute sérieuse discussion sur la ligne politique, interdisant ainsi tout redressement possible. Une internationale qui, après la catastrophe allemande n'a rien retenu des faits, qui a purement et simplement couvert bureaucratiquement sa politique passée, est une « internationale morte ».

Dans la lutte quotidienne, plus que jamais se pose le problème de la quatrième internationale. Ce n'est pas comme peuvent le penser des camarades centrés de l'Internationale « isolé des masses ». C'est l'expression organique ou regroupement révolutionnaire sur le plan international. La IV<sup>e</sup> se construira par le passage, au travers des luttes quotidiennes des masses centrées sur des positions révolutionnaires. C'est à toi, ouvrier de gauche socialiste, qui a déjà lutté pour une politique révolutionnaire qui a exclu les néos, qui a fait le front unique, de construire la IV<sup>e</sup> en luttant côte à côte avec nous, pour la rupture, avec tous les défenseurs de la patrie, pour une préparation à une lutte insurrectionnelle contre la bourgeoisie. C'est dans cette lutte que se créera, qu'il faut que se crée, la nouvelle internationale, la seule arme capable de briser la bourgeoisie et le fascisme.

### Au front unique électoraliste, substituons une politique de combat

Suite de la Première page)  
attribue aux radicaux la non-réalisation d'un gouvernement cartelliste dans les premières années de la législation de 1932. Comme si la question était là ! L'unité d'action des deux partis se réalise maintenant sans difficulté aucune, sur le terrain électoraliste. Les « boulets rouges », pour Duclos comme pour Paul Faure, ce sont des tracts, des dépliantes, et encore des tracts. Un même mot d'ordre est envoyé aux régions communistes et aux fédérations socialistes : « Des candidats partout ». La campagne électorale est menée comme toujours furent menées ces campagnes, comme s'il ne se passait rien.

Qu'on lise la presse fasciste. Chez eux, on se préoccupe beaucoup moins des élections que de se préparer, de s'organiser en vue de combats plus rudes. C'est une leçon que la classe ouvrière ne doit pas perdre. Il faut utiliser la campagne électorale pour alerter les travailleurs, pour les mobiliser contre le danger réactionnaire, pour populariser le mot d'ordre de la grève générale destinée à renverser le gouvernement des décrets-lois et à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan, pour commencer à en assurer la préparation, pour convaincre les travailleurs de la nécessité de créer des milices antifascistes.

## NOTES INTERNATIONALES

### TUNISIE Les événements de Tunisie

Après les pogromes de Constantine, les bagarres de Tunis.  
Ce qui se passe en Afrique du Nord a une même cause profonde : le mécontentement des masses indigènes de plus en plus lourdement frappées par la crise. Mais ce mécontentement s'est orienté bien différemment ici et là. A Constantine, où se sont beaucoup dépensés les organisations fascistes et antisémites, les masses algériennes ont été déchaînées contre la population juive. Par contre en Tunisie, le mouvement nationaliste, le Parti Destour, une première fois dispersé, s'est reconstitué ; l'agitation du Parti néo Destour, celle des socialistes et des communistes ont inquiété la Résidence et celle-ci a pris des mesures de répression brutales : des organisations dissoutes, les journaux interdits, les militants déportés dans le Sud.

Des manifestations vigoureuses ont, à Tunis, répliqué à ces mesures ; des choos se sont produits avec la gendarmerie, des travailleurs ont été tués.

Toute cette effervescence qui se développe en Afrique du Nord échappe presque complètement aux organisations socialistes et communistes. L'une des raisons essentielles de cet état de fait, c'est la négligence criminelle de celle-ci vis-à-vis des problèmes coloniaux. Les événements de Tunisie sont à peine commentés dans la presse. Encore moins songe-t-on à convoquer un meeting, à alerter les travailleurs français et à susciter leur solidarité envers les peuples coloniaux. Comment ne pas s'étonner après cela que ces mouvements puissent être dévoyés par les ennemis de la classe ouvrière, par les fascistes de tout acabit, utilisant les vieilles haines de race et de religion pour le profit de leurs intérêts capitalistes ???

Pour le triomphe de leurs propres intérêts, les travailleurs de France doivent aider activement les opprimés des colonies, soutenir énergiquement leur combat contre l'impérialisme français.

### SARRE Le bulletin de vote ne peut suffire à la défense du prolétariat Sarrois

On peut écrire sans exagération que le plus bel atout de la diplomatie française, au cours de ces derniers mois, a été constitué par l'avènement de Hitler et la domination du national-socialisme en Allemagne. Les atrocités et les violences d'un fascisme exaspéré par les contradictions économiques et politiques qu'il ne pouvait résoudre, rendu furieux par une « résistance désorganisée », mais acharnée du prolétariat allemand, ces brutalités ont repoussé dans l'ombre l'attitude rapace et dominatrice de l'impérialisme français. Bonaure d'abord, Barthou ensuite ont su diversifier le jeu de cet atout. Ils ont posé le problème antichien, du problème du désarmement, et tout récemment du problème Sarrois. Le 13 janvier, la population de la Sarre, doit, aux termes de la constitution qui la régit depuis Versailles, exprimer dans un vote le choix de son régime futur : maintien du statu quo, rattachement à la France ou à l'Allemagne. Une bataille furieuse, et dont la plus grande part d'activité se déroule dans l'ombre, met aux prises sur cette question le fascisme allemand et l'impérialisme français. Pour Hitler et les nazis le coup serait très grave. Jusque'à présent leur politique de prestige s'est heurtée à la résistance victorieuse des vainqueurs de Versailles. Echee en Autriche, nécessité de conclure un compromis avec la Pologne, le maintien du statu quo en Sarre complèterait le tableau des défaites infligées à la diplomatie hitlérienne. Par contre le rattachement à l'Allemagne affaiblirait le contrôle de l'impérialisme français sur les richesses minières du pays. D'où une lutte acharnée, récemment manifestée par les rassemblements monstres de Sulzbach et de Etireberstein d'une part ; par l'aide-mémoire déposé devant le Conseil de la S.D.N. par le gouvernement français à l'occasion de sa 81<sup>e</sup> session et les déclarations de Hitler, d'autre part. Chacun cherche à ranger de son côté la population laborieuse de la Sarre par les promesses d'avantages substantiels. Hitler, transformé en père de famille devant son enfant prodigue, promet à ces travailleurs sarrois de Sulzbach l'oubli et une union fraternelle dans une Allemagne hitlérienne. L'impérialisme français promet de céder à l'Etat Sarrois, au cas du maintien du statu quo, une part du domaine minier qui lui appartient ; maigre avantage qui consiste à rétrocéder une part d'entreprise capitaliste dont la gestion est déficitaire depuis le début de la crise actuelle. En face de la situation présente, l'attitude du prolétariat Sarrois est claire : il doit voter le maintien du statu quo ; il doit préparer la lutte révolutionnaire, car un bulletin de vote ne peut suffire à sa défense, il doit mettre au pied du mur tous les traîtres du front unique actuel, cléricaux, etc...

... Le 13 janvier ne règlera pas pour nos frères sarrois la question fondamentale : dominés par leur propre bourgeoisie, ils auront à choisir entre le contrôle économique de l'impérialisme et la domination politique du terrorisme brun, au service du grand capital allemand, qui lui impose de plus en plus cyniquement ses exigences par l'organe du Dr Schacht. Pour eux le jour de leur libération ne viendra que par la révolution prolétarienne, qui la débarrassera de leurs oppresseurs de toutes sortes. Mais il ne leur est aucunement indifférent de se préparer à cette éventualité dans une Allemagne hitlérienne, qui détruira leurs organisations ouvrières et assassina leurs militants ou sous le contrôle de la S.D.N. Les prolétaires Sarrois doivent, dans le cadre du statu quo, aux côtés de leurs frères de France et d'Allemagne, se préparer au combat décisif que les ouvriers français livreront à leur bourgeoisie dans les mois prochains. Une issue victorieuse accélèrera la décomposition du gouvernement terroriste d'Allemagne et assurera le pouvoir au prolétariat allemand. Alors les ouvriers Sarrois pourront, conformément à leurs traditions, rejoindre leurs frères de langue, dans les cadres d'une Allemagne soviétique.

### U.S.A. La grève du textile aux Etats-Unis

Deux mois après la grande grève générale de San Francisco éclate et s'étend dans toutes les régions des Etats-Unis la grève du textile. Le haut degré du développement technique et la crise actuelle des débouchés rend intenable particulièrement la situation des salariés de l'industrie textile américaine, la plus importante du monde. La seule solution immédiatement efficace à cette situation est exprimée par la revendication des grévistes, qui réclament la diminution des heures de travail hebdomadaire à 30 heures sans diminution de salaires. Le gouvernement lui-même a été contraint de reconnaître le bien-fondé de la grève. Sitôt déclenché, le mouvement a été appuyé par la grande combativité des travailleurs du textile et la sympathie active des salariés des industries annexes. Le nombre des grévistes qui s'élevait déjà à 300.000 le 5 septembre, s'accroissait très rapidement à raison de 50.000 ouvriers par jour environ. Il est actuellement de l'ordre de 5 ou 600.000 grévistes, 145.000 ouvriers de la bonneterie envisagent l'éventualité d'une grève de sympathie et ont déjà voté un secours de 100.000 dollars à leurs camarades du textile. Encouragés par l'ampleur du mouvement, 500.000 travailleurs de la confection, dans la région de New-York, ont décidé de se mettre en grève pour obtenir aussi une déduction des heures de travail sans diminution de salaires. Des colonnes de grévistes ont été formées, parcourent les régions atteintes et contraignent les usines à fermer, les jaunes à quitter le travail ; qui engagent, chaque jour, des combats sanglants contre la police privée du patronat et les forces de la garde nationale. Les dirigeants travaillistes de la Fédération américaine du travail n'ont pas osé s'opposer à la réalisation de la grève. La confiance que les ouvriers accordent aux organisations syndicales révolutionnaires, la violence opposition minoritaire qui combat à l'intérieur même de la Fédération les ont contraints à prendre la tête d'un mouvement qu'ils ne pouvaient empêcher pour tenter du moins, de le contrôler. Mais l'ampleur tous les jours croissante de la grève, son caractère révolutionnaire, ne leur permettent plus que d'essayer d'en provoquer l'avortement. Ils ne sont pas étrangers à la décision qu'a prise Roosevelt d'arbitrer le conflit.

Ce dernier parviendra-t-il, comme pour la grève générale de San Francisco, à étouffer le mouvement par un compromis ? La gravité de la situation amène à en douter. En tous cas, elle a révélé l'exaspération du conflit, qui divise, aux Etats-Unis, le grand capital failli et les masses travailleuses. La petite bourgeoisie radicale américaine, qui, aux dernières élections, a poussé au pouvoir son représentant, Roosevelt, ne soupçonnait pas l'importance de la clause 70 de la N. A., qui comportait la reconnaissance de la liberté syndicale et l'obligation pour les patrons de traiter avec le syndicat le plus représentatif. C'est rapidement devenu entre les mains de la classe ouvrière américaine, un instrument révolutionnaire efficace. Le patronat a vu le danger, qui tente chaque jour, d'écluser cette obligation. Malgré tous ses efforts, la Fédération américaine du travail ne peut aisément jouer son rôle de valet servile au service de la bourgeoisie. Le poids d'un énorme chômage, les convulsions chaotiques de la production, ont amené une profonde radicalisation des masses travailleuses. Pour ne pas s'en voir désertés, les dirigeants de la Fédération sont contraints de les suivre, tout en cherchant à ralentir leur action. Ils tentent de prendre appui sur le Président Roosevelt. Mais l'ampleur des événements exaspère chaque jour davantage la situation et dépasse le cadre conciliateur d'une économie dirigée, à l'intérieur desquels Roosevelt avait prétendu enfermer et régler la crise américaine. La grève du textile confirme les expériences de la grève générale de San Francisco. Les classes sociales en lutte s'orientent de plus en plus délibérément vers une solution violente du problème, vers la révolution ou la réaction. Patronat et prolétariat américains s'engagent vers un conflit décisif, qui rejetera loin derrière lui, les prétentions utopiques du radicalisme petit-bourgeois. Des faits multiples le confirment. Le développement de la grève a amené les ouvriers des textiles à prendre des mesures révolutionnaires : colonnes volantes de grévistes pour lutter contre les jaunes, les briseurs de grève et la garde nationale ; occupation des usines. Leur grève est une grève révolutionnaire de combat. Les patrons le sentent bien. Pour conserver leurs privilèges, pour lutter contre le fil montant des ouvriers qui défendent leur niveau de vie, ils recourent à la violence. Ils recrutent pour la répression des grèves des bandes, qu'ils arment et constituent la police privée ; ils font pression sur les gouvernements locaux qui, grâce aux larges pouvoirs autonomes dont ils jouissent, mettent à leur disposition les forces — accrues ces temps derniers — de la garde nationale et arrêtent les dirigeants révolutionnaires du mouvement, comme nos camarades de la Ligue communiste américaine. Le prolétariat américain doit comprendre qu'il se trouve engagé dans un dilemme qu'il ne pourra briser à son profit que par la violence : fascisme ou révolution prolétarienne.

### ESPAGNE Le conflit entre les aspirations autonomistes et la volonté du gouvernement central

L'arrestation des élus basques, qui avaient constitué, malgré l'interdiction du gouvernement Samper, un comité interprovincial, l'interdiction de la réunion de Zurarraga, les arrestations et les manifestations violentes, qui en ont été la suite, ont porté à un degré aigu le conflit qui oppose les aspirations autonomistes des provinces et la volonté du gouvernement central. Pour comprendre exactement le caractère de la crise actuelle, il faut connaître la situation créée par la « révolution » dans l'Espagne républicaine. La domination cléricale-féodale de la monarchie espagnole s'accompagnait d'une hégémonie de l'aristocratie castillane sur les autres provinces de la péninsule ibérique : Andalousie, Catalo-

gne, Pays Basques. Les Cortès constituantes (que la révolution porta au pouvoir et où prédominait l'influence socialiste), furent contraintes sous la pression des masses autonomistes à donner des garanties aux aspirations particularistes des régions. C'était alors le seul moyen de rallier les éléments régionaux. Aussi l'article 10 de la Constitution Républicaine stipule-t-il que « les provinces sont constituées par des communes groupées conformément à une loi qui doit fixer leur régime, leurs attributions et le mode d'élection des membres de l'assemblée chargée de leur gestion administrative et politique ». Mais la trahison prévue du radicalisme bourgeois, la passivité criminelle des éléments socialistes, l'absence d'un parti révolutionnaire ont amené le retour de la réaction au pouvoir derrière le paravent d'un gouvernement radical qui ne peut vivre sans eux. Dès lors a commencé une destruction systématique des réalisations obtenues, une mise à l'ombre des réformes promises. En place d'assemblées élues les régions ont reçu à leur tête des Gouverneurs Civils et des députations provinciales directement désignées par le gouvernement central, dociles exécutants de sa politique.

C'est contre un tel état de choses que se sont insurgés la Catalogne et le pays basque. L'importance même de la région la plus riche et la plus industrielle de l'Espagne, ont permis la constitution d'une généralité puissante et contrainit à la prudence le gouvernement central. La domination de ce dernier et son refus de procéder à l'autonomie régionale qu'il avait promise, se marque plus violemment en pays basque, où les profonds conflits politiques et sociaux qui divisent la population n'ont pas permis jusqu'ici, la constitution d'un mouvement autonomiste organisé. Pourtant les prétentions fiscales du gouvernement Samper et la crise économique ont amené une certaine union d'éléments contradictoires. Ils ont décidé d'élire un comité interprovincial comprenant les représentants des provinces de Biscaya, de Gulpuzcoa et d'Alara. C'est la réunion projetée de ce comité à unarraga, qui a provoqué la répression que l'on sait du gouvernement Samper. En réponse les municipalités basques ont décidé de démissionner, de violentes manifestations ont éclaté dans tout le pays, particulièrement à Villaria à l'inauguration d'une municipalité-érouption. Les catalans n'ont pas caché leur sympathie. Sans doute des éléments réactionnaires sont-ils mêlés à ces revendications autonomistes, mais n'oublions pas qu'elles expriment essentiellement la protestation violente des paysans basques ou catalans doublement exploités.

Les organes des grands propriétaires fonciers catholiques ont bien compris, qui félicitent le gouvernement Samper de sa « fermeté ». Ils savent bien qu'à leurs revendications économiques se mêle une lutte pour l'amélioration des conditions de vie paysanne, pour de meilleures conditions d'affermage, ici encore, ce qui relie les revendications multiples des exploités de Catalogne, du pays basque ou de l'Andalousie, c'est une lutte commune contre toutes les formes d'oppression, économiques ou nationales. Malheureusement manque en Espagne, un parti révolutionnaire bien organisé qui puisse, à l'exemple des bolcheviks dans la Russie de 1917, grouper la volonté de lutte des exploités de toute sorte dans un vaste front unique de combat contre la bourgeoisie réactionnaire, leur exploitation commune.

### BULGARIE 40 gars de 20 ans menacés de mort au procès de Plovdiv !

Le procès de Plovdiv, l'arrestation et l'expulsion de Mr Happe, avocat de l'Association Juridique internationale, ont de nouveau attiré l'attention sur la Bulgarie. De même qu'en Autriche, en Bulgarie, Boris a attendu l'arrivée au pouvoir de la réaction française sous le paravent d'un ministère de trêve pour instaurer son gouvernement militariste et policier. La crise mondiale sévit avec une particulière dureté dans les Balkans, en Bulgarie, petit pays vaincu ; et auquel le Traité de Trianon a enlevé tout débouché sur la mer. Depuis la guerre, la Bulgarie a vu passer bien des régimes, depuis les représentants du radicalisme agraire jusqu'aux policiers à la Tsankov. Divers ont été les moyens employés par la bourgeoisie bulgare pour maintenir sa domination. Mais la situation présente marquée par une aggravation de la crise, qui prend, là-bas, figure de misère et de famine, par la radicalisation des masses paysannes acculées à la révolte par désespoir contre les exigences du fisc, par la nécessité de tenir en main le pays en vue du prochain conflit, auquel la Bulgarie ne peut éviter de participer, cette situation a poussé, ces derniers mois, à l'opposition absolue : gouvernement de terreur de la bourgeoisie ou révolution ouvrière-paysanne. La bourgeoisie a gagné la première manche. Depuis l'avènement au pouvoir du ministre Georghieff, la réaction sévit, atroce, contre toutes les organisations ouvrières et paysannes. Par l'arrestation des militants connus, que l'on pourchasse et abat comme des chiens à travers les rues de Sofia ; répression féroce, dans l'armée, contre l'antimilitarisme révolutionnaire ; torture des détenus politiques. Les populations villageoises sont terrorisées par la gendarmerie locale et les expéditions militaires. De nouveaux décrets frappent de lourdes peines d'emprisonnement tous ceux qui osent s'attaquer aux institutions d'Etat ou seulement qui ne dénoncent pas de pareilles attaques. Partout nous devons assurément élever notre voix pour protester contre les horreurs telles que le procès de Plovdiv où 40 enfants de 20 ans sont menacés de mort. Mais seule une action révolutionnaire menée dans notre pays, contre notre propre bourgeoisie apportera une aide efficace aux opprimés bulgares. Si demain les ouvriers et paysans français imposent à leurs exploiters leur gouvernement prolétarien, un vent de révolution soufflera à travers toute l'Europe, balayant les miasmes de dictature fasciste qui l'étouffent. Pour nous, ouvriers français, le principal ennemi des accusés de Plovdiv est le grand capital français et son valet, le gouvernement d'union nationale complice de Boris le Tueur. Pour aider vos frères de Bulgarie, renversez le gouvernement Doumergue !

Camarade ! Si tu veux un front unique véritable, agissant, et qu'il ne reste pas un « papier », souscrit dès aujourd'hui un abonnement à La Vérité.

Sur une «éclatante victoire»

# L'ADHÉSION DE L.U.R.S.S. à la S.D.N.

Nous publions ci-dessous la 6<sup>e</sup> condition des 21 conditions d'adhésion à ce qui fut l'Internationale communiste.

6. Tout parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dénoncer aussi bien le social-pacifisme qu'il a dénoncé systématiquement aux ouvriers que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nulle convention sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations ne soustrairont l'humanité aux guerres impérialistes.

Aujourd'hui l'U. R. S. S. entre dans l'Institut genevois qui a toujours été considéré par les révolutionnaires prolétariens — à juste titre — comme l'agence des pilars anglais et français.

L'impérialisme français, participe — pour combien de temps ? — à un système « défensif et offensif » d'équilibre visant à maintenir le statu quo. En face de lui, l'impérialisme allemand poursuit opiniâtrement son relèvement ; il préconise le dépeçage de l'U. R. S. S., soutient les agressions japonaises, entretient la Pologne et appelle la France et l'Angleterre à chercher dans cette voie une issue à la crise économique et sociale. C'est dans cette situation que l'U. R. S. S. entre dans la S. D. N. désertée par l'Allemagne et le Japon.

Le recul du mouvement ouvrier, les victoires du fascisme, la dégénérescence de l'Internationale Communiste, et les dangers courus par l'U. R. S. S. font peut-être de celle-ci, une nécessité pour l'état prolétarien. Mais en aucun cas, elle ne doit masquer la nature impérialiste, anti-ouvrière et colonialiste de la Société des Nations, le caractère impérialiste du « pseudo pacifisme » de la politique française, ni atténuer le caractère des nouveaux conflits et de la conflagration mondiale que les bourgeois rivalisent à préparer.

Bourgeois française et anglaise ne font pas de mystère sur leurs intentions. L'Angleterre ne dissimule pas qu'elle préconise l'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. pour l'entraîner dans le concert des puissances occidentales et obtenir la renonciation à l'agitation révolutionnaire dans les Indes et en Chine. Alors que la puissance révolutionnaire des opprimés coloniaux, peut être si forte pour le renversement des impérialismes. Le correspondant du Temps à Moscou, souligne que « si l'on veut comprendre l'évolution de l'Union Soviétique dans ses rapports avec les pays étrangers, il importe de bien distinguer la politique qui, théoriquement vise au communisme mondial, mais qui pratiquement, tend à n'être plus qu'un appendice du commissariat aux affaires étrangères, et un instrument à son service. Les partis communistes nationaux sont de plus en plus nettement des pions dont le Kremlin joue en s'inspirant d'intérêts nettement russes ».

Or, la défense de l'état prolétarien et la défense du prolétariat mondial, ne peuvent être assurées que par la lutte théorique et pratique pour le développement révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Les convulsions du régime capitaliste dans le monde, et surtout en Europe, poussent les bourgeoisies de la démocratie vers le fascisme, et de la paix vers la guerre. Dans la lutte contre le fascisme et la guerre, le mouvement révolutionnaire doit écarter de sa lutte la « Défense de la République ». Aussi bien, il doit écarter tout pacifisme trompeur, toute confiance dans la Société des Nations.

L'entrée de l'U. R. S. S. dans la conjuration impérialiste de la S. D. N. est le fruit amer de la politique qui a désagrégé l'U. C., brisé les révolutions d'Extrême-Orient, conduit aux victoires du fascisme en Europe Centrale. Ses conséquences sont aggravées, parce que la bureaucratie stalinienne théorise cette politique : Hier, par le pacifisme verbeux du mouvement d'Amsterdam, aujourd'hui, en présentant cette « nécessité », comme une « victoire ».

Que fera désormais la 3<sup>e</sup> Internationale contre la S. D. N. ? Or, la Deuxième Internationale s'est dévouée au service de la S. D. N.

Dans le parti socialiste rongé par la politique de défense nationale et du pacifisme bourgeois dans le parti où Zyromsky même ne répudie pas la défense nationale, la tâche est grande pour les ouvriers révolutionnaires de discuter, de confronter, de clarifier la position de classe irréductible sur la question de la guerre, du pacifisme, de la Société des Nations.

Au début des pourparlers pour le front unique, Léon Blum agita une réserve ; ne pas lier le front unique aux intérêts temporaires du rapprochement diplomatique franco-russe. Mais ce n'est certes pas des dirigeants socialistes qu'on peut attendre qu'ils s'opposent à la conjonction de la politique des deux centralismes sur le terrain du pacifisme conservateur, de la défense du statu quo, de la double, avec ou sans déclaration de confiance, à la politique de Genève. Or, cette politique ne peut que soulever le prolétariat et le livrer à la guerre.

Les militants socialistes ne trouveront la voie dans la lutte contre le danger de guerre, qu'en retrouvant les leçons sans équivoque de Lénine ; en combattant impitoyablement la politique de classe de leur bourgeoisie, en proclamant le défiléisme révolutionnaire, en préparant le parti capable de réaliser les tâches qu'il comporte.

F. GERARD.

# EPISODES DE LA LUTTE DE NOS FRÈRES DANS L'INTERNATIONALE

## ALLEMAGNE

### Avant l'exécution

## Lettre d'un combattant prolétarien..

Hambourg, mai 1934.

Ma chère Henny,

Je te dis merci pour toutes les années que tu m'as données, années heureuses que j'ai vécues à tes côtés, et pendant lesquelles nous avons partagé en commun les joies et les douleurs. Je suis fier de pouvoir m'y rapporter. Je te dis merci pour ton amour qui est assez grand pour que tu supportes tout cela avec courage. Les paroles pèsent trop pour exprimer le bonheur que tu nous as donné, à Egon, Edith et à moi, mais je sais que tu me comprendras ; lors de notre dernière rencontre, n'est-ce pas ton amour profond et puissant, qui m'a rempli de courage, et m'a permis de vivre mes dernières heures en pensant à toi ? Tous mes vœux t'accompagnent dans le chemin qui te reste encore à faire, et que tu aies la force d'aplurer à nos enfants le chemin de la vie, afin qu'ils puissent se forger une existence aussi heureuse que celle qui a été la nôtre.

Chère Henny, je n'ai rien à me reprocher ; ce que j'ai fait, j'en répons avec ce que je possède de plus précieux, ma vie.

Puissiez-vous jouir du bonheur pour lequel je meurs. Et si moi, je tombe, notre flambeau reste debout, fier et fort. Tous ceux qui sont allés à la mort pour notre cause, et avant moi, l'ont fait en vrais hommes. Je mourrai comme eux. Et que le communisme vive éternellement pour le salut de l'humanité tout entière. L'idée pour laquelle on donne son sang, afin que soient réalisés l'union, l'amour et les grands idéals de la classe ouvrière, finira par s'imposer sur toute la terre. A toi, et à mes enfants, j'envoie mon suprême adieu, et à nos amis et camarades, je crie, pour la dernière fois : « Vive le Front Rouge ! »

Extrait de "LU"

## ESPAGNE

### La police utilise les gaz contre les grévistes

A quatre heures du matin, des forces de la Garde d'Assaut, dirigées par le colonel Munoz Grande arrivent devant l'immeuble de la Banque d'Espagne et pénètrent dans les caves, où se tiennent les grévistes.

A quatre heures dix, un détachement muni de bombes à gaz se poste devant les souterrains des caves ; un autre monte sur le toit, où débouche une cheminée qui va directement jusqu'aux souterrains. Une étroite surveillance est ordonnée aux alentours de la Banque ; personne ne peut passer.

A cinq heures moins vingt, les forces de police, pourvues de gaz lacrimogènes, prennent toutes les dispositions pour commencer l'attaque. Au bout de cinq minutes, quatre ouvriers sortent du sous-sol, en proie à de fortes quintes de toux.

A cinq heures, les gardes d'assaut continuent leurs opérations, et se maintiennent dans les points stratégiques occupés dès le commencement de l'attaque. Une vive émotion règne en ce moment parmi les personnes présentes.

Avant de donner l'ordre : « Lâchez les gaz ! », le commandant du détachement, don Pedro Maestro, avait tenu à parlementer avec les ouvriers qui se trouvent dans les souterrains (leur nombre est de 238), et leur a exposé l'inutilité de leur attitude. Il les a invités à sortir, leur promettant qu'aucune mesure ne serait prise contre eux, et leur annonçant qu'en cas de refus de leur part, il se verrait dans l'obligation de les en déloger par la force.

Les ouvriers ont répondu qu'ils aviseraient. Le commandant leur a donné un délai d'une demi-heure. Ce délai ayant expiré sans que les grévistes aient donné signe de vie, don Pedro Maestro a fait donner les gaz.

A cinq heures et demie, quatre autres ouvriers sortent des caves, dont un évanoui. En ce moment, les gaz sont envoyés dans les caves par la cheminée.

A six heures moins vingt-cinq, soixante-dix-huit grévistes font leur apparition, dont nombreux évanouis et en état de commencement d'asphyxie.

A la vue de ces derniers, quelques ouvriers sortis préalablement, demandent qu'on leur donne des masques afin de se porter au secours de leurs camarades ; le commandant accède à leur demande.

Un des grévistes évanouis n'a pu être ramené à la vie. Bien qu'étant malade, il avait tenu à rester dans les souterrains avec les autres grévistes, et il s'y trouvait déjà depuis quarante-huit heures.

Un autre gréviste a été transporté à l'hôpital. Il présentait une érosion à l'intérieur des narines. Deux autres, qu'il n'a pas été possible de faire réagir par la respiration artificielle, ont été également transportés à l'hôpital. Leur état inspire quelque inquiétude.

A six heures du matin, le dernier gréviste, Luis Martinez, évacue les souterrains. A une question du colonel Munoz Grande, il répond qu'il n'y a plus personne dans les caves.

A six heures quinze, les forces de police quittent les lieux, et le quartier reprend son aspect habituel. — El Sol, Madrid.

# « LES PLUS FORTS »

## Comment la police hitlérienne brise et corrompt les militants...

En une brochure parue au Malik Verlag de Prague, le romancier F.-C. Weiskopf a réuni une documentation étonnante sur la « guerre souterraine » que livrent à l'hitlérisme, les révolutionnaires allemands. De ce recueil intitulé « Les plus forts » nous extrayons le document ci-dessous.

**Camarades,**  
J'ai une communication importante à vous faire. Elle concerne mon frère Martin H., dont vous savez qu'il a été libéré à la Police secrète de l'Etat un grand nombre de bons camarades.

Au fond, je devrais aller vous trouver. Or, je ne pourrais mieux vous rendre compte comment tout cela s'est produit et ce qui s'est passé hier, mais cela n'est pas possible, car je n'ai pas le droit de vous nuire et aussi parce que je suis obligé de disparaître, tout au moins pour quelque temps, après ce qui est arrivé hier.

### La gestapo à l'œuvre

C'est pourquoi j'écris cette lettre. Je veux commencer par la façon dont Martin a été manœuvré jusqu'à devenir un monarque. Il est devenu un monarque parce que la « Gestapo » (1) a fait cela de lui, d'une manière que, malheureusement, je ne puis raconter que d'une façon très incomplète — mais je crois que, incomplet comme il l'est ce récit suffira ; non pas pour excuser Martin, cela n'est pas et ne doit pas être possible, mais pour clarifier le cas et en tirer un enseignement.

Vous savez qu'après l'incendie du Reichstag, Martin ne pouvait plus rester dans son district ; il y était trop bien connu. Il déménagea à R., où il fabriqua les premiers tracts illégaux et organisa la presse souterraine.

(1) Police secrète de l'Etat (abréviation de « Geheime Staats Polizei ») — N. D. L. R.

## PAGES D'AUJOURD'HUI

1938

### Contre l'unité de l'Eau avec le Feu! Pour l'UNITÉ Révolutionnaire!

par Karl Liebknecht.

« Je ne connais plus de partis, je connais seulement des Allemands ». Cette parole trompeuse marqua le début de la guerre mondiale. La phrase confusionniste de l'Union sacrée de toutes les classes avait obscurci les cerveaux dans tous les peuples, plongeant jusqu'à de larges couches du prolétariat dans l'ivresse patriotique, une rage enthousiaste, pleine de fureurs guerrières.

Or, seule, la lutte de classe du prolétariat contre l'impérialisme aurait pu épargner au monde le terrible massacre. L'Union sacrée qui livrait les masses populaires aux griffes des buveurs de sang, l'Union sacrée ne fut pas autre chose que l'assassinat en masse des âmes et des corps, la misère de millions d'êtres, la dévastation de la culture, la folie et l'enfer. Les policiers jusqu'au-boutistes et les apôtres de la paix sociale dans la social-démocratie furent parmi les propagandistes les plus influents et les plus cyniques de l'entr'égorgement des peuples. Quant à ceux qui élevaient des paroles d'avertissement et d'accusation contre les mauvais bergers du prolétariat, ils furent traités d'empêcheurs de danser en rond, de trouble-fêtes, de mauvais citoyens, et pourchassés comme traitres à la patrie.

« Nous ne connaissons plus de partis dans le socialisme, nous ne connaissons que des socialistes » — telle est la parole qui résonne partout maintenant que s'écroule la puissance de la Guerre mondiale. Le drapeau d'une nouvelle paix sociale est hissé ; on sème une haine fanatique contre tous ceux qui s'opposent à cette nouvelle fureur d'unité. Et cette fois encore, ce sont les Scheidemann et consorts qui orientent le plus fort.

Ils trouvent un écho docile surtout parmi les soldats. Ce n'est pas étonnant. Une grande partie d'entre eux ne sont pas des prolétaires ; et l'état de siège, la censure, le bourrage de crâne ont rétréci leur horizon. La masse des soldats prend une attitude révolutionnaire en face du militarisme, de la guerre et des représentants ouvertement déclarés de l'impérialisme ; mais devant le socialisme, cette masse est encore dans l'indécision, l'ambiguïté, le déchirement d'une position non-éclaircie.

« S'ils ne voient pas que la « révolution » qui s'est faite pour ainsi dire sous la tolérance gouvernementale, n'était pas autre chose, jusqu'à présent, que l'effondrement des formes autocratiques, laissées-pour-compte de « l'Année folle » (1914), qu'elle n'est pas autre chose que l'achèvement de la révolution bourgeoise. Ils oublient que le pouvoir politique ne restera aux mains du prolétariat qu'autant que celui-ci saura l'utiliser pour mener à bonne fin sa propre tâche historique : l'abolition de tout privilège économique de classe. Ils doivent comprendre également que tous les autres problèmes posés par la guerre, la démobilisation et la reconstruction économique ne peuvent pas non plus être résolus, si le prolétariat ne poursuit pas vers le but final une marche décidée et inébranlable. Le problème de la révolution sociale contient et résume tout cela. Le problème de l'unité également n'en est qu'un aspect secondaire.

L'unité ! Qui donc peut languir et travailler pour elle plus que nous ! L'unité, qui fait le prolétariat fort pour qu'il remplisse sa mission historique ! Mais toute « unité » ne fait pas la force.

Comme certains camarades responsables avaient été arrêtés dans le district poisin, il y assumait également la direction du travail de presse. Tout marcha très bien jusqu'au moment de la découverte de l'imprimerie clandestine de la S.-strasse et des perquisitions de masses qui s'ensuivirent. A cette époque, il s'en fallut de peu que Martin ne fût arrêté ; ils le connaissaient maintenant et étaient constamment à ses trousses. Malgré cela, il aurait pu se maintenir encore assez longtemps, s'il n'avait pas été dénoncé par un ancien camarade d'école.

### Dans la chambre des tortures

Au moment où ils l'arrêtaient, il avait sur lui de faux papiers, mais ils découvrirent qu'il était et que, par son travail antérieur, il devait connaître des centaines de camarades, et ils exigèrent aussitôt qu'il leur dise des adresses et qu'il identifie des prisonniers. Comme il ne voulait rien dire, ils l'expédièrent à la Général-Pape-Strasse et le gardèrent pendant trois jours dans la cave. Ma femme a pu le voir deux semaines plus tard, à l'hôpital ; il était presque méconnaissable, tout gonflé. Son linge, qu'elle rapporta, on ne pouvait pas le regarder ; c'était un cauchemar.

Ensuite, ils l'ont tenu enfermé pendant six semaines, l'interrogeant sans cesse, jour et nuit, avec de très courtes interruptions. A la fin, il était tellement bas, qu'ils eurent peur qu'il ne leur crève entre les mains. Cela ils ne le voulaient pas ; ils avaient encore bien des projets avec lui. Ils le laissèrent libres ; peut-être espérait-ils découvrir avec lui le secret des rapports, mais lui s'en aperçut et ne sortit pas de chez lui. Et puis, il était si mal, qu'il devait commencer par se remettre. Dès qu'il se sentit un peu mieux, qu'il eut repris un premier contact avec les

camarades, ils revinrent le prendre et tout recommença : la Général-Pape-Strasse, l'hôpital, la « Gestapo ». Lorsqu'on m'apprit à la Préfecture qu'il était enfermé à Tempelhof dans le « Columbia haus », je crus que je ne le reverrais plus. Pourtant, ils ne le liquidèrent pas ; ils espéraient toujours tirer de lui ce qu'il savait. Plus tard, il me dit qu'il ne comprenait pas lui-même comment il avait pu tout supporter, les coups et les interrogatoires et le garde-à-vous pendant des heures. Il devait se trouver dans un état comparable à celui de l'agonie. Il me dit qu'il avait l'impression d'avoir déjà quitté la vie à la nage, mais de n'être pas encore parvenu sur l'autre rive.

### Traître ou martyr ?

Alors, ils eurent une nouvelle idée. Ils l'emmenèrent à leurs perquisitions et dans leurs expéditions. Toutes les fois qu'on arrêtait quelqu'un ou que l'on saisissait du matériel, il fallait que Martin les accompagnât sur le devant, à côté du chauffeur pour qu'il ait l'air d'être, pour les états d'enquête, une sorte de « guide pour étrangers ».

Il n'a jamais cessé d'affirmer, et hier encore qu'il adressait d'innombrables avertissements aux camarades, pour les prévenir, mais il faut croire que ses messages étaient interceptés. Quand ils interrogeaient des détenus, ils l'obligeaient à se tenir devant la porte de la pièce où avait lieu l'interrogatoire et faisaient passer les prisonniers devant lui ; à l'intérieur, on leur disait ensuite qu'il était inutile de nier, qu'un ancien camarade les avait accablés de telle façon que seul l'aveu complet pouvait les sauver. Martin reçut aussi une nouvelle chambre, propre, comme en ont les monarchs qui se font assez d'argent. Plusieurs fois il essaya de faire du boucan, pour montrer à des camarades arrêtés la comédie qu'on leur jouait, mais les fonctionnaires faisaient alors comme s'il se fut agi d'une mise en scène préparée à l'avance. D'ailleurs on se méfiait déjà trop de Martin, et, par-dessus le marché un tract parut, où l'on disait qu'il était un mouchard et un vendu. Peut-être le tract avait-il été fait par la Gestapo, il paraît qu'elle a confectionné pas mal de choses analogues, mais peut-être aussi que non. Toutefois est-il qu'aucun des nôtres ne voulut avoir affaire à lui lorsqu'il fut brusquement libéré. Ils avaient raison ; il fallait qu'ils fussent prudents et méfiants ; il était suspect ; impossible de contrôler ses déclarations ; et l'on se voyait obligé d'agir selon le principe qu'il vaut mille fois mieux faire du tort à un seul, que de mettre en péril l'organisation tout entière.

Il me disait hier qu'il s'en était rendu compte lui-même, au moment donné, mais que malgré cela il n'avait pas pu supporter qu'on le traite de mouchard. C'était de cela qu'il était si troublé, comme si on l'avait frappé sur la tête suspecte, ou parce qu'il n'avait pas la conscience tranquille ? Moi-même, je n'étais pas fixé. Je voulais le croire, mais au même instant un flit arrivait, lui apportant de l'argent dans une enveloppe. Martin ne touchait pas à l'argent, mais cela pouvait être une feinte.

### Les plus forts

Martin voulait passer la frontière, mais ils l'observaient trop bien et ne pouvaient l'arrêter à la gare. Après quoi, ils l'emmenèrent de nouveau à leurs perquisitions. Il était là lorsque la moitié du rayon de M... fut arrêtée ; c'étaient tous de vieux amis à lui. Ils recommencèrent aussi à l'interroger pendant des heures. Ils lui disaient encore et encore : « Vous n'avez pas fini ? Mais parlez donc ! Votre silence n'a plus le moindre sens ! Vos camarades vous considèrent comme une crapule. Aucun d'eux ne veut plus avoir affaire à vous. Un jour ou l'autre ils vous boussilleront comme un chien enragé. Pour le parti vous êtes un provocateur, que vous nous avez aidé ou non. Allons, soyez raisonnable et travaillez pour nous ! » Et cela n'en finissait pas : Interrogatoires, conseils, coups. Ils lui apportèrent nos « listes noires » ; il y figurait en qualité de mouchard. Ils lui apportèrent aussi des journaux de cellule où l'on mettait en garde contre lui. Puis ils se mirent à le persuader, pendant des nuits entières ; qu'il ne s'était tu que pour maintenir intact son honneur prolétarien, mais que cet honneur n'existait plus, qu'il n'en soit ; qu'enfin, s'ils le tuent, la mort même n'arriverait pas à le blanchir ; il crèverait comme un traître !

Alors il se mit à leur faire des révélations, à donner des noms d'emprunt ; à indiquer des adresses, mais tout cela n'avait plus guère de valeur pour eux ; il y avait trop longtemps qu'il n'était plus en liaison avec l'organisation. Alors ils le placèrent au service de l'identité du Columbiahaus. Là on lui présentait tous les détenus dont on ne savait pas qui ils étaient, et il dénonçait ceux qu'il connaissait. Vous savez qu'il en connaissait beaucoup. Il ne vint plus à la maison. Il logeait chez un inspecteur de police, quelque part hors de la ville.

### La fin

Hier il est venu me voir, inopinément. Je ne voulais pas lui ouvrir, mais il ne s'en alla pas de devant la porte et je finis par le faire entrer. Il m'a tout raconté. Ce fut comme une averse. C'était indiciblement pénible. Pour lui, et pour moi. A la fin je savais qu'il s'était défendu, mais ils avaient été les plus forts ; ils l'avaient brisé. Je savais aussi que cela ne pouvait pas le justifier, que nous devons être plus forts qu'eux et qu'il avait raison lorsqu'il disait qu'il était pourri et foutu, qu'il n'y avait rien à faire pour lui et qu'il ne pouvait plus rester en vie.

J'ai pris le revolver, son propre revolver, et j'ai tiré. Je joins à cette lettre ses papiers et cinquante marks, qu'il avait dans sa poche. Je sais avoir agi de ma propre initiative et que je n'ai pas droit à un soutien de votre part, et je ne demande rien. J'espère m'en tirer sans cela. Dès que ce sera possible, je me présenterai au parti, pour prendre mes responsabilités. Ecrivez dans les journaux que Martin s'est suicidé, par peur ou par remords de conscience. C'était un homme brisé. Comme je l'ai déjà écrit, cela ne peut pas être une excuse pour lui ; il s'agit simplement de tirer les choses au clair. J'admets que tout est parfaitement clair, maintenant. HERMANN H...



# LA VIE OUVRIÈRE

Contre Jouhaux et contre Monmousseau !

## Faisons le point sur l'UNITÉ SYNDICALE

Depuis le mois de juin, la direction stalinienne de la C. G. T. U. est revenue, dans la forme, à une position unitaire. Cependant les dirigeants de la C. G. T. U. peuvent se permettre à quatre reprises, de rejeter catégoriquement les propositions staliniennes pour un congrès de fusion des deux centrales syndicales. Frachon et Monmousseau polémiquent, s'évertuent à ébranler la masse des ouvriers confédérés. Heureusement que l'O. S. R. se développe et travaille au sein des organisations réformistes !

Cette situation de faits traduit exactement la faillite de la politique stalinienne. Les tournants à 100 %, opérés en 24 heures, ont désorienté la masse ouvrière organisée et inorganisée. Pour la première fois se trouve dans la C. G. T. U. les communistes orthodoxes n'apparaissent pas comme capables de les conduire à la victoire. L'influence de la C. G. T. U. ne peut, par conséquent, être suffisante pour que le courant en faveur d'un Congrès de fusion, soit assez puissant pour l'imposer aux Jouhaux, Belin, et consorts. Alors, que faire ?

Tous les ouvriers sont d'accord pour constater qu'il n'y a pas de temps à perdre, il faut aller vite. A cela, que dit la direction bureaucratique de la C. G. T. U. « Constituez des syndicats uniques ! » alors que d'un autre côté, elle est contrainte à déclarer que les ouvriers qui sont dans les « syndicats uniques » (en particulier, les cheminots), s'impatientent et menacent de passer à l'autonomie (article de Semard dans l'Humanité, du 22 août 1934). Ce qui est contredit par les faits : le nombre des syndicats dits uniques augmente peu à peu, alors qu'un courant irrésistible devrait se traduire par la constitution par centaines et progresser. Cela n'est pas. Les militants confédérés voient ce gonflement démagogique, leur méfiance envers la direction unitaire, reste la même qu'auparavant. « Ils y vont fort ! » telle est leur réflexion.

Les syndicats dits uniques, ne peuvent donc être le moyen de réaliser l'unité. Et le temps presse. Aussi camarades unitaires vous devez comprendre que les déclarations des Frachon et autres ne peuvent atteindre leur but. Camarades unitaires pour réaliser l'unité syndicale, vous devez, maintenant, imposer à votre direction, la rentrée en bloc dans la C. G. T. U.

« Nous, rentrer dans la C. G. T. U. ? Tu n'y penses pas. Nous voulons une C.G.T. nouvelle, unifiée : les deux centrales doivent se fondre en une seule. Est-ce que nous, nous demandons à la C. G. T. de rentrer dans la C. G. T. U. Alors ? »

L'argument paraît fort. Mais, dites-moi, camarades unitaires, vous êtes des révolutionnaires et non des agitateurs « en chambre ». Vous vous rendez compte que la direction cégétiste au service des Marquet, Déat et leur suite, ne veut absolument pas de l'unité et que, si celle-ci ne se réalise pas, l'issue de la lutte future est compromise.

Ainsi vous préférez rester seuls dans votre organisation syndicale et laisser cette clique Jouhaussiste, jouer son rôle injamé ? Evidemment, il est facile de déclarer après une défaite « C'est nous qui avions raison, c'est eux qui ont trahi ». Ne sentez-vous pas tout le criminel d'une telle déclaration pour des révolutionnaires ? Et cette explication facile d'une défaite, ne vous rappelle rien ? Voyons, après la victoire d'Hitler, souvenez-vous ce qu'à pu écrire un nommé Heckert !

Vous ne tenez pas à renouveler une si tragique expérience ? Non. Et bien, imposez la rentrée en bloc dans la C. G. T. U.

Les deux centrales tiennent leurs comités nationaux respectifs, les 5 et 6 octobre prochain. Celui de la C. G. T. sans aucun doute, va confirmer les décisions de la C. A. Peut-être acceptera-t-il, dans le meilleur des cas, une délégation unitaire. Et puis après ? La situation sera la même qu'aujourd'hui. Vous voyez bien qu'il faut en finir avec cette instabilité

qui décourage les ouvriers. Le danger du scepticisme est imminent.

Mais l'unité syndicale réalisée ne résoud pas en elle-même le problème actuel de la lutte. Ce doit être une arme puissante de combat. Sa réalisation ne peut se séparer de la lutte elle-même.

Dans la forme, sur ce point, les déclarations de la C. G. T. U. sont exactes.

Pourquoi dans la forme seulement ? Que lit-on dans le programme d'action de la C. E. unitaire ?

« Abrogation des décrets-lois, retrait des sanctions prises contre les fonctionnaires et réintégration des révoqués ». D'accord. Mais comment ?

Par des meetings, des manifestations, « par la grève si c'est nécessaire » pour contraindre le parlement à voter cette abrogation, dit la direction de la C. G. T. U.

Et vraiment, camarades syndiqués ou non, vous jugez cette action suffisante ?

Mais l'expérience des luttes d'avril répond : Non. C'est une action tout juste suffisante à jeter en proie à la répression gouvernementale les meilleurs parmi nous comme en avril.

Ainsi, comme à l'habitude, la direction stalinienne se plait dans son agitation démagogique qui consiste à exploiter le plus possible, à tort et à travers, tous les mouvements de révolte ouvrière. Ces « méthodes » ne peuvent qu'à nouveau, désorienter les masses, leur faire perdre confiance en elles.

renverser le gouvernement Doumergue, Tardieu, Marquet, de faire progresser les masses dans la voie révolutionnaire, c'est la grève générale illimitée.

Camarades unitaires, confédérés, autonomes, c'est à vous d'imposer, par votre action dans vos organisations, la seule perspective juste, qu'exige la situation.

Tous pour l'unité syndicale immédiate ! Tous pour la grève générale !

BOITEL.

Pas de syndicat sans un abonnement à La Vérité. Militants syndicalistes ! Faites souscrire à votre bureau de syndicat un abonnement à La Vérité.

## AU CONSEIL NATIONAL DES P.T.T.

Le « Peuple » fait à sa guise les comptes rendus des congrès syndicaux, non seulement en ce qui concerne les assises des P.T.T. Il passe sous silence les attaques de nombreux délégués contre l'infériorité voulue de la direction confédérale sur l'unité syndicale, mais encore il dénature l'intervention d'un délégué, Bardin. Pour aujourd'hui nous reproduisons la résolution proposée par Bardin :

Le Conseil National du Syndicat des Agents des P.T.T. réuni le 9 septembre 1934,

Après un examen de développement possible de la situation économique et de la situation politique actuelles,

devant la perspective d'une nouvelle politique brutale de déflation et la nécessité pour les capitalistes, pour réaliser à nouveau cette politique, de faire appel à un gouvernement encore plus autoritaire,

déclare : qu'en face d'une menace aussi précise, la classe ouvrière, riche de l'expérience de février, doit prendre l'initiative de la lutte pour le renversement du gouvernement Doumergue, l'abrogation des décrets-lois et la réintégration de tous les sanctionnés,

mandate : le bureau syndical et les délégués à la C.E. fédérale :

1°) pour accélérer la réalisation de l'unité syndicale par le congrès de fusion ; nécessité impérieuse et arme indispensable aux luttes ouvrières ; 2°) pour entreprendre et précéder des manifestations nécessaires (contre autres meetings, manifestations, etc...) à préparer, pour atteindre les objectifs actuels de la lutte, la réalisation du seul moyen en notre pouvoir : la grève générale ;

décide : Une campagne en faveur de la création de milices ouvrières antifascistes du peuple, seules formations de combat capables de soutenir l'action des travailleurs contre les briseurs de grève et les bandes armées de la réaction.

Ont voté pour : 1 voix, contre 25 voix, abstentions 15.

Dans notre prochain numéro, nous reviendrons sur les débats caractéristiques de cette résolution.

# Chronique des boîtes et des coins

Grève à la S.E.C.M. — Au Central Télégraphique — A la porte, Barthélemy ! (Puteaux) — Tableau de manifestation de Front Unique à Suresnes «Manifestation» à Versailles — Dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> — Comité d'Action à Asnières Meeting pour les soldats bulgares

## Grève à la S.E.C.M.

À la suite d'un renvoi brutal, les ouvriers de la S.E.C.M., usine d'aviation de guerre à Colombes, ont débrayé. Le lendemain l'usine était fermée. Après 3 jours de lock-out le 1<sup>er</sup> septembre les portes étaient ouvertes, tous reprirent le travail sans que le camarade renvoyé fut réintégré. Celui-ci d'ailleurs avait volé la reprise du travail. Tel est le fait. Cela prouve que le mécontentement croissant, dû à ces conditions de vie trop dures, n'est pas utilisé avec efficacité. Ce mouvement prompt est l'indice d'une solidarité effective, mais ce n'est pas suffisant pour vaincre. Il faut pour ne pas aller à l'échec avoir des buts précis préparés en commun d'un cahier de revendications : salaires, conditions de travail, etc.) et savoir profiter d'un incident tel qu'un renvoi pour déclencher un mouvement qui doit être mené jusqu'à la victoire.

La répression patronale que nous subissons se fait plus violente, il faut augmenter notre capacité de résistance dans une organisation syndicale puissante prête à l'action (lutte pour l'unité syndicale). Ne démolissons pas nos camarades par des luttes perdues d'avance et préparons nous aux combats de classe prochains.

## Métallus d'Argenteuil

La section syndicale unitaire des métallos d'Argenteuil lance le mot d'ordre de constitution d'un syndicat unique.

Ce mot d'ordre ne rencontre pas un enthousiasme bien grand chez les métallos malgré les articles du Proletaire.

Nombreux sont les camarades qui sentent confusément que le syndicat unique n'est pas une progression vers l'unité syndicale, celle-ci sera réalisée plus rapidement et avec plus de clarté par une lutte constante dans nos sections syndicales respectives.

## Un aspect de la lutte de classes au Central télégraphique

Le premier, le Central a cessé le travail pour protester contre les diminutions de traitement (décrets-lois).

Une volonté farouche de lutte se traduit par plusieurs mouvements d'organisations syndicales ne donnaient aucun mot d'ordre d'action. Pendant une semaine, le Central lutta courageusement, mais seul.

L'absence prolongée d'un mouvement général et la division des forces syndicales renforcent la répression : elle fut brutale. Grâce aussi à un méchant de mouchardage parfaitement au point, les meilleurs militants furent chassés du Central : renvoyés ou déplacés et envoyés à la poste.

Pour remédier au manque d'effectifs causé par ces nombreux départs ainsi que par la mise à la retraite des agents atteints par la limite d'âge, la direction, entendant « réorganiser » le travail, instaura le point à combler les vides. C'est alors que les chefs décidèrent d'utiliser les auxiliaires bouillistes pour la manipulation des appareils sans augmentation de salaire.

Devant la répression administrative, les syndicats ne réagissent plus ou réagissent très faiblement.

De part et d'autre, les militants les plus dévoués et les plus courageux ont été chassés. Les sections locales (à l'exception de celle du Syndicat général des employés, G.G.T.) sont imparfaitement constituées, et de ce fait, l'action de ces organisations est infime et vouée infailliblement à l'échec. Il résulte un manque de confiance du personnel à l'égard des syndicats.

Et ce malaise s'accroît au fur et à mesure que les événements démontrent l'inefficacité des efforts accomplis par les groupements chargés de défendre les intérêts des travailleurs.

Le seul remède pouvant être envisagé serait la fusion de toutes les sections du Central et la constitution d'une section locale unique, afin de grouper tous les éléments en un seul bloc, capable de prendre une initiative hardie et saine pour lutter contre la répression, gouvernementale et les brigades administratives.

Agents et employés, confédérés, unitaires ou autonomes, il faut imposer à nos directions respectives la fusion, de la base au sommet, de nos organisations locales, seul moyen de réaliser la section syndicale unique à Paris-Central.

## PUTEAUX

### A la porte, Barthélemy !

L'unité d'action n'est pas en honneur dans la section socialiste de Puteaux, et la conclusion du pacte n'a rien changé à cette situation.

Lors d'une réunion de la section où cette question «chât à l'ordre du jour, un militant de « la Bataille Socialiste » fut frappé et injurié par un camarade municipal parce qu'il défendait la position de la Fédération de la Seine.

Le groupe des Jeunes Socialistes ayant décidé un meeting commun avec les Jeunes Communistes, le citoyen Barthélemy, député-maire, fit honneur particulièrement le nom du socialisme, fit reconquérir les affiches par un placard annonçant contre toute vérité que le meeting n'aurait pas lieu. Et pour comble, ce placard était signé « le groupe des J.S. de Puteaux ». Ce qui constituait un faux ! Malgré cela, le meeting commun des Jeunes se déroula sans incident.

Deux militants de la gauche socialiste, employés à la mairie de Puteaux, ont récemment perdu leur emploi pour avoir milité en faveur de l'unité d'action.

D'autres militants de la « Bataille Socialiste » sont menacés d'exclusion prochaine par le citoyen Barthélemy et les autres réactionnaires camouflés qui ont la majorité dans la section de Puteaux. La Fédération de la Seine laissera-t-elle encore longtemps la section socialiste de Puteaux, ville ouvrière, aux mains des pires ennemis du socialisme ?

## TABLEAUX DE MANIFESTATIONS

### Le front unique à Suresnes

Le Comité de coordination de Suresnes, né du Pacte d'Unité d'Action entre le P.S. et le P.C., avait appelé les travailleurs de la localité à manifester contre les manœuvres aériennes lundi soir 28 août. La manifestation était interdite sur la place du Marché, par la Préfecture, les organisateurs firent le Square de la Mairie comme lieu de rassemblement. Malgré la pluie, 800 travailleurs environ avaient répondu à l'appel.

Dans le square, un gros bonnet de l'endroit tenta de pousser aux manifestants que leur but était atteint puisqu'ils s'étaient rassemblés, et qu'ils n'avaient plus qu'à se disperser et à se mettre à l'abri de la pluie. Les camarades ne l'entendaient pas de cette oreille et protestèrent énergiquement.

Enfin, après de longs colloques entre les responsables du P.S., du P.C. et le commissaire de police, un cortège se forma et, escorté par une troupe de files, défila en chantant dans les rues, en direction des Cîtes-Jardins, où une salle devait être mise, parait-il, à la disposition des manifestants.

Mais dès que le cortège déboucha sur le Boulevard de Versailles, loin des rues ouvrières, le commissaire exigea le silence complet jusqu'à l'arrivée à la salle. Étant donné le rapport des forces, les camarades du P.S. et du P.C. qui dirigeaient le cortège se virent obligés d'interdire aux camarades de crier les mots d'ordre et de chanter les hymnes révolutionnaires.

Cela ne se passa pas tout seul. Plus d'une fois, il fut passé outre à cette recommandation, et plus d'une fois l'escorte des files fit mine de se rapprocher du cortège avec des intentions hostiles.

Beaucoup de jeunes étaient très mécontents et disaient qu'on les avait appelés à une manifestation, mais « pas à une marche funèbre ».

Aux Cîtes, la salle était fermée. Aucun meeting possible. Dislocation sur la Place des Fêtes. C'est seulement à ce moment que les travailleurs se rassemblèrent de leur silence relatif précédent.

Avant la dislocation, le responsable du P.S. avait rappelé le but de la manifestation, lancé le mot d'ordre de sabotage des manœuvres en cas d'appel à la population civile, et indiqué que les organisateurs de la manifestation n'avaient pas pu faire tout ce qu'il avait projeté. Le camarade du P.C. avait lancé ces mêmes mots d'ordre, mais avait pensé bien faire en saluant cette « puissante » manifestation.

Il est inutile de « bluffer ». On n'a pas le droit d'être si lâche que de se laisser faire si cela a été possible, c'est qu'ils n'étaient pas les plus forts.

Et on doit organiser sérieusement, en fait et non en paroles, les organes de défense ouvrière.

## « Manifestation » à Versailles

Convoqués « secrètement » sur la Place d'Armes, la plupart des camarades ne sont pas encore arrivés à Versailles.

Les Socialistes abandonnent la direction des opérations aux Stalinistes. Ceux-ci (tout le mois précédent ont protesté contre une manifestation organisée spontanément à la suite d'un meeting commun et contre le port d'uniforme parce que les files « désordrés » se montrèrent incapables. Ils sont deux responsables qui manœuvrent en sens opposé.

Devant le mécontentement des ouvriers présents, ils décident de transporter le meeting à la Bourse du Travail.

Mais les camarades ne sont pas satisfaits, ils sont venus là pour agir et manifester et non pour entendre des discours.

Nos « riches en gueule mais pauvres en actes » s'en aperçoivent rapidement. A peine 250 camarades les suivent. Après des discours — dont pas un seul ne sort de la légalité — ils décident une manifestation devant la Mairie où on ira par petits groupes en criant : « A bas les files ». Singulier mot d'ordre, fausse tactique pour faire 150 mètres. Le résultat en est que les camarades qui n'y prennent garde sont matraqués, brutalement dispersés.

Voilà le résultat de cette soirée d'unité d'action ? ». Mécontentement des camarades envers ceux qui les dirigent encore ; je dis encore, car c'est notre mot d'ordre de Milice Ouvrière Commune a été favorablement accueilli par de nombreux camarades et suis persuadé que nous obtiendrons bientôt de bons résultats. Il y a déjà ici dans les diverses organisations des camarades qui ont compris que pour en sortir il fallait se défaire des bureaucraties et revenir au Léninisme.

## Dans le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup>

Les jeunes communistes du 3<sup>e</sup> et du 4<sup>e</sup>, la LICA, Amsterdam-Pleyel, et d'autres groupes se sont décidés à faire partie du comité d'alliance groupant entre autres les J.S. et les J.L., à condition d'en réviser les bases en commun.

Malgré tous nos efforts on a été toute vie propre au comité, en faisant de lui un appendice, étroitement subordonné au P.C. et au P.S. ; refus de tenir des meetings, de tirer un tract contre les manœuvres aériennes, d'organiser une jeune garde antifasciste. Chaque fois nos propositions malgré l'appui des J.S. sont repoussées. Espérons que les événements forceront les camarades à comprendre le rôle propre du comité au sein des masses ouvrières.

Mais pour masquer ce sabotage de l'unité d'action, les bergeristes de Front Commun donnent le signal d'une provocation contre notre organisation. Ils incitent à ne pas signer le pacte avant plus ample information sur les J.L. ! Pourquoi étant si peu nombreux êtes-vous partout ? Où prenez-vous l'argent ? ose demander le représentant du Front Commun de Bergery — Patenôtre ! — Et c'est les accusations policières habituelles !

Nous exigeons que soit réuni immédiatement une commission de contrôle composée de délégués des principales organisations, qui jugera les comptes et l'attitude des divers groupements et exclura les coloniateurs sans scrupules.

## Meeting pour les soldats bulgares

Pour protester contre la menace pesant sur les héroïques soldats bulgares, un meeting commun eut lieu à la Mutualité.

Piteux meeting... la seule proposition d'unité syndicale par la rentrée dans la C.G.T., faite par un J.S., souleva une bordée d'injures. Le président radical avait pu librement parler contre la dictature du prolétariat.

## Comité d'action à Asnières

Le comité local d'unité d'action qui avait été formé au lendemain du 6 février a décidé de se mettre en vacances durant le mois d'août. Depuis déjà deux mois les réunions prenaient un caractère de désordre. Par deux fois nos délégués sont repartis sans assister à la réunion trop tardive, quand au lundi soir, jour habituel des réunions, le café-terrasse nous apprit que le comité était en vacances. Des camarades de la section socialiste n'en étaient même pas prévenus.

Camarades socialistes et communistes d'Asnières, vous concevez bien mal les tâches des comités d'alliance et vous comprenez bien peu quel doit être votre rôle d'avant-garde organisée. Nous, jeunes léninistes, blâmons cette attitude des deux grands partis qui abandonnent les ouvriers asnétois dans une telle période d'effervescence politique et font défaut au moment de réagir contre les manœuvres aériennes et autres du gouvernement de « trêve ».

# LE COIN DES JEUNES

Depuis environ deux mois, la Jeunesse Léniniste discute passionnément des problèmes brûlants d'actualité, en premier lieu celui de la Jeunesse Révolutionnaire Unique et de l'adhésion à la Jeunesse Socialiste. La nécessité de prendre une décision dans un bref délai ne nous permit pas, vu nos difficultés financières, de réunir une Conférence Nationale. Nous avons procédé à une Consultation Nationale.

Mardi 28 et Jeudi 30 août s'est tenue la conférence de la Région Parisienne représentée par les 24 délégués des cellules, avec le C.C. et le C.R. Par 65 mandats contre 19 et 2 abstentions, l'organisation s'est prononcée pour la résolution présentée par le C. C.

Les délégués de la minorité parisienne affirmèrent leur intention de ne pas briser la discipline. Nous espérons que la plupart des « minoritaires » lutteront avec nous.

Le C.C. des J.L.

## LISEZ

# LE COMBAT DES JEUNES

Sommaire : Déclaration. A tous les jeunes travailleurs. Résolution votée par la J. L. Pour quoi luttent les Jeunes Léninistes ? Les leçons de Liège. Bravo J. G. S., Bravo J. C. belges. A travers le monde. Quelques mois de combat de la Jeunesse Léniniste. Les Jeunes dans les syndicats. Pas d'union sacrée, etc., etc...

## LISEZ NOTRE BROCHURE



ÉDITION DES « AMIS DE LA VÉRITÉ » 8, Rue LEGOUVÉ PARIS (X<sup>e</sup>) PRIX : 1 fr. C. C. P. P. Frank 1368-55 Paris